

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau pour la Région de Bruxelles-Capitale, le 23 juillet 1993, d'une demande d'avis sur un avant-projet d'ordonnance "modifiant l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement", a donné le 29 septembre 1993 l'avis suivant:

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 23 juli 1993 door de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning", heeft op 29 september 1993 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Dans plusieurs dispositions (1), les auteurs du projet prévoient ou prescrivent la simultanéité des demandes de permis d'environnement et des demandes de permis d'urbanisme ou de lotir.

On peut se demander, comme l'ont reconnu les délégués du Gouvernement, s'il est judicieux de prévoir l'introduction d'une demande de permis d'environnement en même temps qu'une demande de permis de lotir, alors que ces permis sont très différents par leur objet, leur contenu et leur degré de précision.

On relève en particulier qu'alors qu'un permis d'environnement autorise l'établissement et la mise en service d'une installation, le permis de lotir ne suffit pas, à lui seul, à autoriser l'édification d'une construction, notamment d'une installation soumise à permis d'environnement : pour ce faire, un permis d'urbanisme doit encore être délivré, à la suite d'une demande contenant un dossier plus détaillé que celui présenté à l'appui de la demande de permis de lotir; en outre, si, en règle, le permis d'urbanisme doit être conforme au permis de lotir, il peut également y déroger sur certains points.

On observe aussi que les permis de lotir sont délivrés uniquement en vue de la construction d'habitations, alors que les permis d'environnement ont trait à l'exploita-

(1) Voir les dispositions suivantes en projet : l'article 12, § 2, alinéa 4; l'article 15; alinéa 6; l'article 17, § 1er, alinéa 2; et l'article 35, alinéa 2.

tion d'installations qui, normalement dans le périmètre d'un lotissement, ne sont que des équipements accessoires des habitations.

Il appartient aux auteurs du projet, compte tenu de ces éléments, d'apprécier s'il est pertinent de prévoir l'introduction d'une demande de permis d'environnement en même temps qu'une demande de permis de lotir.

En tout état de cause, si l'idée était maintenue, il conviendrait :

- 1° lorsque la simultanéité des demandes est requise, de préciser si le demandeur peut choisir la demande de permis, d'urbanisme ou de lotir, qu'il lui incombe d'introduire en même temps que la demande de permis d'environnement ou si, en cas de lotissement, il est tenu d'introduire simultanément la demande de permis de lotir et la demande de permis d'environnement;
- 2° d'adapter également l'article 11, alinéa 3, de l'ordonnance que l'avant-projet tend à modifier, ainsi que l'article 14, alinéa 1er, en projet.

2. Sauf pour l'article 1er, les dispositions du projet doivent être numérotées "Art. 2", "Art. 3", etc ..., et non "Article 2", "Article 3", etc.

Arrêté de présentation.

Le dispositif de l'arrêté de présentation fait défaut; il doit être ainsi rédigé :

.../...

"Le Ministre de l'Environnement est chargé de présenter au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale le projet d'ordonnance dont la teneur suit :".

Dispositif.

Article 3.

1. Les lettres capitales A), B) et C) doivent être remplacées par 1^o, 2^o et 3^o; la remarque vaut également pour l'article 26.

2. Lorsqu'elle fait référence aux mesures particulières de publicité, l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme cite "les mesures particulières de publicité visées aux articles 113 et 114".

Dans un souci d'unité de terminologie, mieux vaut, à l'article 3, 12^o, en projet, définir les mesures particulières de publicité comme suit : "les mesures visées aux articles 113 et 114 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme" (2).

Par ailleurs, on omettra les guillemets qui entourent les termes mesures particulières de publicité.

(2) Il conviendrait de modifier également en ce sens l'article 3, 9^o, de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 4.

Le texte néerlandais de la phrase liminaire devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

La première phrase de l'alinéa 3 en projet serait mieux rédigée comme suit :

"Le Gouvernement peut également soit compléter la liste des installations, soit modifier celle-ci en vue de ranger une installation de classe II parmi les installations de classe I.B. ou une installation de classe I.B. parmi les installations de classe I.A.".

Article 5.

Dans son état actuel, l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement tend à assurer la protection contre les dangers, nuisances ou inconvénients qu'une installation est susceptible de causer, du fait de son "exploitation" (3). La notion d'exploitation, qui vise "la mise en service, le maintien en service, l'utilisation ou l'entretien d'une installation, ainsi que tout rejet de substances en provenance d'une installation" (4), ne couvre pas, comme tel, l'établissement de l'installation (5).

(3) Article 2 de l'ordonnance.

(4) Article 3, 3^o, de l'ordonnance.

(5) Comparer avec :

l'article 1er, alinéa 2, du règlement général pour la protection du travail, qui exige une autorisation, notamment, pour ériger un établissement dangereux,

.../...

En imposant un permis d'environnement pour "l'exécution des travaux préalable à l'exploitation des installations", ce qui, selon l'exposé des motifs, "permet de tenir compte de la problématique des chantiers", la disposition en projet étend l'objet de la protection assurée par l'ordonnance du 30 juillet 1992.

Il conviendrait de refléter plus adéquatement cette idée dans l'ordonnance.

A cet effet, il est suggéré de modifier la définition du mot "exploitation", à l'article 3, 3°, de cette ordonnance, en prévoyant que la notion couvre l'établissement d'une installation. Si les auteurs de l'avant-projet se ralliaient à cette suggestion, la disposition en projet n'aurait plus de raison d'être et devrait être omise.

Article 6.

1. Au paragraphe 2 en projet, mieux vaut grouper dans un alinéa unique les alinéas 2 et 3.

En outre, de l'accord des délégués du gouvernement, l'alinéa 3, devenant la seconde phrase de l'alinéa 2, serait

insalubre ou incommode, ce qui implique qu'est soumise à autorisation la création même de l'établissement, et non pas uniquement son exploitation ou sa mise en service (Conseil d'Etat, arrêt S.P.R.L. Thovadec Plastics, n° 20.135 du 4 mars 1980);

l'article 2, 2°, du décret de la Région flamande du 28 juin 1985 relatif à l'autorisation antipollution, qui, en définissant le mot "exploiter", vise notamment le fait d'installer un établissement (voir, sur ce point, H. DELPERDANGE, De milieuvergunning, Ed. D. Lindemans, Die Keure, 1993, p. 20).

mieux rédigé comme suit : "Dans les dix jours de la réception de ceux-ci, la commune accomplit les actes indiqués à l'alinéa 1er".

2. A l'alinéa 4, devenant l'alinéa 3, du paragraphe 2 en projet, le mot "complet" doit être inséré entre les mots "du dossier" et les mots "de la demande de certificat".

3. De l'accord des délégués du Gouvernement, il est suggéré de remplacer entièrement l'article 12, § 3, de l'ordonnance.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 6. Dans l'article 12 de la même ordonnance, les paragraphes 2 et 3 sont remplacés par les dispositions suivantes :

§ 2. ... (comme au projet sous réserve des observations formulées ci-dessus).

§ 3. En l'absence de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification du caractère incomplet du dossier, les délais de procédure se calculent à partir du onzième jour suivant la réception, selon le cas, de la demande ou des documents ou renseignements visés au paragraphe 2, alinéa 2.

Dans ce cas, le demandeur adresse une copie de sa demande :

.../...

- 1° aux personnes et aux services dont l'avis est requis;
- 2° à l'institut, s'il s'agit d'une demande relative à une installation de classe I.A. ou de classe I.B."

Article 7.

La phrase liminaire, sous le 2°, serait mieux rédigée comme suit :

"2° l'alinéa 3 est complété par la phrase suivante :".

Article 8.

Le texte néerlandais de l'article 14, alinéa 2, en projet, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 9.

1. Mieux vaut grouper dans un alinéa unique les alinéas 4 et 5 en projet.

En outre, l'alinéa 5, devenant la seconde phrase de l'alinéa 4, serait mieux rédigé comme suit :

"Dans les dix jours de la réception de ceux-ci, l'institut accomplit les actes indiqués à l'alinéa 3".

2. On apportera à l'alinéa 4 du texte actuel, devenant l'alinéa 6, de l'article 15 de l'ordonnance, les mêmes modifications que celles apportées à l'article 12, § 3, alinéa 1er, de l'ordonnance. En outre, il y a lieu de prévoir que, dans le cas visé par cet alinéa, le demandeur adresse une copie de sa demande aux personnes et aux services dont l'avis est requis.

Article 10.

1. Vu l'importance des modifications apportées à l'article 17 de l'ordonnance, il serait préférable de remplacer entièrement cette disposition.

2. Au paragraphe 1er, alinéa 2, de l'accord des délégués du gouvernement, mieux vaut écrire : "... le collège des bourgmestre et échevins peut, si les procédures peuvent être menées simultanément, soumettre les deux demandes aux mêmes mesures particulières de publicité".

La même observation vaut pour l'article 35, alinéa 2, en projet.

3. Dans le texte néerlandais du nouveau paragraphe 2, alinéa 1er, il y a lieu d'écrire : "binnen honderd en vijf dagen".

Article 11.

1. Le début de l'article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 11. Le titre II, chapitre Ier, de la même ordonnance est complété par une section IV, comprenant un article 18bis, rédigée comme suit :

"Section IV. Des avis des services administratifs.

Article 18bis. ...".

2. A l'alinéa 2 en projet, mieux vaut écrire "Pour les installations de classe I.A. et de classe I.B." et "Pour les installations de classe II".

3. Concernant le même alinéa, selon les explications des délégués du gouvernement, l'intention des auteurs de l'avant-projet est de faire courir le délai dans lequel les avis doivent être transmis à dater de la réception, par les personnes et services consultés, du dossier qui leur est communiqué en application de l'article 12 ou de l'article 25 de l'ordonnance. Le texte ne reflète pas de manière suffisamment précise cette intention. Il doit être revu en ce sens.

.../...

Articles 12 et 13.

Tant à la quatrième ligne de l'article 12 qu'à la même ligne de l'article 13, il convient d'écrire "... sont remplacés par les mots ...".

La remarque vaut également pour l'article 23.

De même, à la fin de ces articles, il faut écrire :
" ... soumis aux mesures particulières de publicité".

Article 14.

1. Compte tenu de l'abrogation de l'alinéa 3 de l'article 31, il y a lieu, à l'article 32, d'omettre les mots ", sauf dans le cas visé à l'article 31, alinéa 3".

2. Les modifications en projet s'appliquent uniquement dans le cas où est introduite une demande de certificat d'environnement pour une installation de classe I.B. On peut se demander si des modifications semblables ne devraient pas être prévues pour le cas où est introduite une demande de certificat d'environnement relative à une installation de classe I.A. (6).

(6) Ceci impliquerait la modification des articles 24 et 25 de l'ordonnance.

3. Dans le 2º, les mots "dans l'alinéa 4," doivent être substitués aux mots "au dernier alinéa".

4. Le texte néerlandais de la phrase liminaire devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 16.

On écrira :

"Art. 16. L'article 36 de la même ordonnance est abrogé".

Article 17.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 17. A l'article 37, § 1er, de la même ordonnance, sont apportées les modifications suivantes :

- 1º dans l'alinéa 1er, les mots ... (la suite comme au projet);
- 2º l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant : ... (la suite comme au projet sauf à écrire "vacances d'été des mois de juillet et d'août" au lieu de "vacances scolaires d'été")".

.../...

Article 18.

1. Concernant les modifications à l'article 39, § 1er, alinéa 1er :

- a) pour refléter complètement l'intention des auteurs de l'avant-projet, il convient également de remplacer les mots "le refus tacite de délivrer" par les mots "le refus tacite de délivrer le certificat ou le permis";
- b) mieux vaut ne pas établir de liste des articles auxquels il est fait référence, de manière à rendre susceptible de recours toute décision de refus tacite, ce qui paraît plus conforme à l'intention des auteurs de l'avant-projet.

2. Compte tenu des modifications apportées au paragraphe 1er, alinéa 1er, de l'article 39, il y a lieu :

- a) au paragraphe 3 du même article, de supprimer les mots "du permis";
- b) de revoir l'article 41 de l'ordonnance, qui prévoit que, dans le cas d'un recours au Gouvernement, si, après un rappel, le demandeur n'a pas reçu de décision, il peut, sans autre formalité, passer à l'exécution des travaux ou accomplir les actes pour lesquels il a introduit sa demande : cette disposition ne peut, par hypothèse, être rendue applicable lorsque le recours au gouvernement est relatif à une demande de certificat d'environnement.

Article 21.

Il est fait référence, par analogie, aux observations que fait le Conseil d'Etat à propos de l'article 11 de l'avant-projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, modifiée par l'ordonnance du 30 juillet 1992, dans l'avis L. 22.668/9 donné ce jour (7).

Article 22.

Mieux vaut écrire "... est complété par les mots "ou en cas ...".".

Article 23.

Mieux vaut remplacer les mots "délivrante de" par les mots "qui a pris".

Article 27.

Il faut écrire "... le mot "fonctionnaires" ...".

(7) En outre, on observe qu'un permis d'urbanisme ne peut être considéré comme définitif tant qu'il peut être suspendu et annulé conformément aux articles 124 et suivants de l'ordonnance du 29 août 1991.

Articles 28 et 29.

L'article 28 peut être intégré à l'article 29; il suffit, à cet effet, d'y viser également l'article 65 de l'ordonnance.

Annexe.OBSERVATION GENERALE.

Le Conseil des ministres a, en date du 25 février 1993, introduit devant la Cour d'arbitrage un recours en annulation des mots suivants insérés dans les annexes A et B de l'ordonnance :

- "- A.1 : Centrales thermiques (...) d'une puissance calorifique d'au moins 300 MW;
- A.2. : Installations industrielles d'élimination de déchets, de quelque nature que ce soit, par (...) stockage à terre (...);
- B.1.2. : Forages en profondeur, (...), les forages pour les déchets nucléaires;
- B.1.2. : Extraction de houille et de lignite, etc.;
- B.1.2. : Extraction de pétrole;
- B.1.2. : Extraction de gaz naturel;

.../...

- B.1.3. : Installations industrielles destinées à la production d'énergie électrique, (...);
- B.1.3. : (...) transport d'énergie électrique par lignes aériennes;
- B.1.3. : Stockage aérien de gaz naturel;
- B.1.3. : Stockage de gaz combustibles en réservoirs souterrains;
- B.1.3. : Stockage aérien de combustibles fossiles;
- B.1.10 : Installations d'oléoducs et de gazoducs" (8).

Selon le Conseil des ministres, la mention de ces installations dans les annexes A et B de l'ordonnance viole la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Il n'appartient pas à la section de législation de préjuger de l'issue de ce litige.

En conséquence, n'est pas examinée ici la question de savoir si la mention, dans l'annexe en projet, des installations visées dans le recours introduit par le Conseil des ministres, est conforme ou non à la loi spéciale précitée du 8 août 1980.

(8) Avis publié au Moniteur belge du 23 mars 1993.

Rubrique 6.

Le texte en projet ne permet pas de déterminer la classe des installations qui ont une production de 50 tonnes par an.

Une difficulté de même nature doit être signalée en ce qui concerne les rubriques 9, 11, 26, 31, 45, 69, 91 et 149.

Rubrique 11.

Il faut remplacer "125" par "126".

Rubrique 51.

Pour éviter toute difficulté d'interprétation de la notion de "dépôts", mieux vaut remplacer celle-ci par les mots "stockage temporaire".

Rubrique 62.

Il faut remplacer "31" par "30".

Rubriques 87 et 88.

En vertu de l'article 4, 1^o, et de l'annexe I, à la directive du Conseil 85/337/CEE concernant l'évaluation

.../...

des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, toutes les installations d'incinération de déchets toxiques ou dangereux doivent être soumises à une évaluation des incidences, sans possibilité pour les Etats membres de prévoir un seuil.

Dès lors que les auteurs du projet rangent parmi les installations de classe I.A. les installations que la directive soumet de plein droit à une évaluation des incidences, il faut adapter en conséquence les rubriques 87 et 88.

Rubrique 91.

Au b, les mots "l'Exécutif" doivent être remplacés par les mots "le gouvernement".

Rubrique 94.

Au 3º, b, les mots "... au point d)" doivent être remplacés par les mots "... au 4º".

Rubrique 122.

Au c, il s'impose de déterminer la classe de l'installation.

La même observation vaut pour la rubrique 147.

.../...

Rubrique 141.

Le texte doit être attentivement vérifié en le comparant avec les annexes à la loi du 21 janvier 1987 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. In verschillende bepalingen (9) houden de stellers van het ontwerp rekening met de gelijktijdigheid van de aanvragen om een milieuvergunning en de aanvragen om een stedenbouwkundige vergunning of een verkavelingsvergunning of schrijven ze die voor.

De vraag rijst, zoals de gemachtigden van de Regering hebben toegegeven, of het dienstig is te bepalen dat een aanvraag om een milieuvergunning en een aanvraag om een verkavelingsvergunning tegelijkertijd moeten worden ingediend, terwijl het onderwerp, de inhoud en de graad van nauwkeurigheid van die vergunningen sterk verschillen.

Inzonderheid wordt opgemerkt dat terwijl de milieuvergunning toestemming verleent een inrichting te vestigen en in dienst te stellen, de verkavelingsvergunning op zichzelf niet voldoende is om een gebouw te mogen optrekken, inzonderheid een inrichting waarvoor een milieuvergunning wordt vereist : daartoe moet nog een stedenbouwkundige vergunning worden afgegeven, nadat een aanvraag is ingediend met een omstandiger dossier dan dat tot staving van de aanvraag om verkavelingsvergunning; bovendien, indien de stedenbouwkundige vergunning in de regel conform de verkavelingsvergunning moet zijn, kan zij daarvan op bepaalde punten ook afwijken.

(9) Zie de volgende ontworpen bepalingen : artikel 12, § 2, vierde lid; artikel 15, zesde lid; artikel 17, § 1, tweede lid; en artikel 35, tweede lid.

Er wordt ook opgemerkt dat de verkavelingsvergunningen alleen worden afgegeven om woningen te bouwen, terwijl de milieuvergunningen betrekking hebben op de exploitatie van inrichtingen die, normaal binnen de omtrek van een verkaveling, alleen maar bijkomende voorzieningen van de woningen zijn.

Uitgaande van die gegevens behoren de stellers van het ontwerp uit te maken of het relevant is te bepalen dat een aanvraag om een milieuvergunning en een aanvraag om een verkavelingsvergunning tegelijkertijd moeten worden ingediend.

Hoe dan ook, als het idee behouden blijft, is het dienstig :

- 1° wanneer de aanvragen tegelijkertijd moeten worden ingediend, te verduidelijken of de aanvrager mag kiezen welke aanvraag, om een stedenbouwkundige vergunning of om een verkavelingsvergunning, hij tegelijkertijd met de aanvraag om een milieuvergunning behoort in te dienen, dan wel of hij verplicht is, bij verkaveling, de aanvraag om een verkavelingsvergunning en de aanvraag om een milieuvergunning tegelijkertijd in te dienen;
- 2° ook artikel 11, derde lid, van de ordonnantie waarvan het voorontwerp de wijziging beoogt, alsook het ontworpen artikel 14, eerste lid, aan te passen.

.../...

2. Behalve voor artikel 1, behoren de bepalingen van het ontwerp te worden genummerd : "Art. 2", "Art. 3", enz., en niet "Artikel 2", "Artikel 3", enz.

Indieningsbesluit.

Het dispositief van het indieningsbesluit ontbreekt; het behoort te worden gesteld als volgt :

"De Minister van Leefmilieu is gelast in naam van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bij de Brusselse Hoofdstedelijke Raad het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt :".

Bepalend gedeelte.

Artikel 3.

1. De hoofdletters A), B) en C) behoren te worden vervangen door 1°, 2° en 3°; deze opmerking geldt ook voor artikel 26.

2. Wanneer in de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw wordt verwezen naar de speciale regelen van openbaarmaking, wordt daarin vermeld : "de speciale regelen van openbaarmaking, bedoeld in de artikelen 113 en 114".

.../...

Voor de eenvormigheid van de terminologie zou het beter zijn in het ontworpen artikel 3, 12°, de speciale regelen van openbaarmaking te omschrijven als volgt : "de regelen bedoeld in de artikelen 113 en 114 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw" (10).

Voorts mogen de woorden "speciale regelen van openbaarmaking" niet tussen aanhalingstekens worden geplaatst.

Artikel 4.

In de inleidende volzin schrijve men : "Artikel 4 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :".

Het zou beter zijn de eerste zin van het ontworpen derde lid als volgt te redigeren :

"De Regering kan ook de lijst van de inrichtingen aanvullen of wijzigen om een inrichting van klasse II te rangschikken bij de inrichtingen van klasse I.B. of om een inrichting van klasse I.B. te rangschikken bij de inrichtingen van klasse I.A.".

(10) Het is geraten ook artikel 3, 9°, van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest dienovereenkomstig te wijzigen.

Artikel 5.

In haar huidige lezing wil de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning de bescherming waarborgen tegen elke vorm van gevaar, hinder of ongemak die een inrichting door haar "exploitatie" kan veroorzaken (11).

Het begrip "exploitatie" dat slaat op "de indienststelling, de instandhouding, het gebruik of het onderhoud van een inrichting, evenals elke vorm van emissie afkomstig van een inrichting" (12), omvat op zich niet de vestiging van de inrichting (13).

Door een milieuvergunning op te leggen voor "de uitvoering van de werkzaamheden die de exploitatie van de inrichtingen voorafgaan", waardoor volgens de memorie van

(11) Artikel 2 van de ordonnantie.

(12) Artikel 3, 3°, van de ordonnantie.

(13) Te vergelijken met :
artikel 1, tweede lid, van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, dat een vergunning vereist, inzonderheid voor de bouw van een gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichting, wat inhoudt dat niet alleen een vergunning wordt geëist voor de exploitatie of de indienststelling van een inrichting, maar ook voor de oprichting ervan (Raad van State, arrest P.V.B.A. Thovadec Plastics, nr. 20.135 van 4 maart 1980);

artikel 2, 2°, van het decreet van het Vlaamse Gewest van 28 juni 1985 betreffende de milieuvergunning dat in de definitie van het woord "exploiteren" ook het installeren van een inrichting vermeldt (zie daaromtrent H. DELPERDANGE, De milieuvergunning, Uitgev. D. Lindemans, Die Keure, 1993, blz. 20).

toelichting "rekening (kan) worden gehouden met het probleem van de bouwwerven", verruimt de ontworpen bepaling de werkingssfeer van de bescherming vastgesteld bij de ordonnantie van 30 juli 1992.

Het zou aangewezen zijn dat idee duidelijker weer te geven in de ordonnantie.

Daartoe wordt voorgesteld de definitie van het woord "exploitatie" in artikel 3, 3°, van die ordonnantie te wijzigen door te bepalen dat het begrip de vestiging van een inrichting omvat. Als de stellers van het voorontwerp dat voorstel onderschrijven, heeft de ontworpen bepaling geen reden van bestaan meer en behoort ze te vervallen.

Artikel 6.

1. In de ontworpen paragraaf 2 behoren het tweede en het derde lid te worden samengebracht in één enkel lid.

Bovendien zou het beter zijn het derde lid, dat de tweede zin van het tweede lid wordt, als volgt te redigeren : "Binnen tien dagen na ontvangst ervan, verricht de gemeente de handelingen vermeld in het eerste lid". De gemachtigden van de Regering zijn het daarmee eens.

2. In het vierde lid, dat het derde lid wordt, van de ontworpen paragraaf 2, behoort tussen het woord "geen" en

.../...

het woord "dossier" het woord "volledig" te worden ingevoegd.

3. Voorgesteld wordt artikel 12, § 3, van de ordonnantie volledig te vervangen. De gemachtigden van de Regering zijn het daarmee eens.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 6. In artikel 12 van dezelfde ordonnantie worden de paragrafen 2 en 3 vervangen door de volgende bepalingen :

§ 2. ... (zoals in het ontwerp, onder voorbehoud van de hierboven gemaakte opmerkingen).

§ 3. Indien het ontvangstbewijs of het bericht dat het dossier niet volledig is, ontbreken, worden de proceduretermijnen berekend vanaf de elfde dag na ontvangst, naargelang van het geval, van de aanvraag of van de documenten of inlichtingen bedoeld in paragraaf 2, tweede lid.

In dat geval richt de aanvrager een afschrift van zijn aanvraag :

- 1° aan de personen en de diensten die advies moeten verstrekken;
- 2° aan het instituut, als het gaat om een aanvraag betreffende een inrichting van klasse I.A. of klasse I.B."

.../...

Artikel 7.

Het zou beter zijn de inleidende zin, onder 2°, te stellen als volgt :

"2° het derde lid wordt aangevuld met de volgende zin :".

Artikel 8.

De Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 14, tweede lid, zou beter als volgt worden gesteld :

"De Regering bepaalt de nadere regels van deze samenwerking".

Artikel 9.

1. Het zou beter zijn het ontworpen vierde en vijfde lid samen te brengen in één enkel lid.

Voorts zou het beter zijn het vijfde lid, dat de tweede zin van het vierde lid wordt, als volgt te redigeren :

Binnen tien dagen na ontvangst ervan, verricht het instituut de handelingen vermeld in het derde lid".

.../...

2. In het vierde lid van de huidige tekst, dat het zesde lid wordt, van artikel 15 van de ordonnantie, behoren dezelfde wijzigingen te worden aangebracht als in artikel 12, § 3, eerste lid, van de ordonnantie. Bovendien moet worden bepaald dat, in het geval bedoeld in dat lid, de aanvrager een afschrift van zijn aanvraag richt aan de personen en de diensten die advies moeten verstrekken.

Artikel 10.

1. Gezien de belangrijke wijzigingen die worden aangebracht in artikel 17 van de ordonnantie, is het verkieslijk die bepaling volledig te vervangen.

2. Voor paragraaf 1, tweede lid, wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Wanneer voor een project een aanvraag om een milieuvergunning en een aanvraag om een stedenbouwkundige of een verkavelingsvergunning worden ingediend, kan het college van burgemeester en schepenen, als de procedures tegelijkertijd kunnen worden gevoerd, beide aanvragen aan dezelfde speciale regelen van openbaarmaking onderwerpen".

De gemachtigden van de Regering zijn het daarmee eens.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 35, tweede lid.

.../...

3. In de nieuwe paragraaf 2, eerste lid, schrijf men "binnen honderd en vijf dagen".

Artikel 11.

1. Het zou beter zijn het begin van het artikel als volgt te redigeren :

"Art. 11. Titel II, hoofdstuk I, van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met een afdeling IV bestaande uit een artikel 18bis, luidende :

"Afdeling IV. Adviezen van de administratieve diensten.

Artikel 18bis. ...".

2. In het ontworpen tweede lid zou het beter zijn te schrijven : "Voor de inrichtingen van klasse I.A. en klasse I.B." en "Voor de inrichtingen van klasse II".

3. Wat datzelfde lid betreft, blijkt uit de uitleg van de gemachtigden van de Regering dat de stellers van het voorontwerp de termijn waarin de adviezen moeten worden overgezonden willen doen ingaan op de dag dat de geraadpleegde personen en diensten het dossier dat hun met toepassing van artikel 12 of artikel 25 van de ordonnantie is toegestuurd, ontvangen. Die bedoeling komt niet duide-

.../...

lijk genoeg tot uiting in de tekst. Hij behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Artikelen 12 en 13.

Zowel op de vierde regel van artikel 12 als op de vierde regel van artikel 13 schrijve men : "... worden vervangen door de woorden ...".

Die opmerking geldt ook voor artikel 23.

In de Franse versie van de tekst schrijve men aan het einde van die artikelen : "... soumis aux mesures particulières de publicité".

Artikel 14.

1. Aangezien het derde lid van artikel 31 wordt opgeheven, behoren de woorden ", behalve in het geval beoogd in artikel 31, lid 3" in artikel 32 te vervallen.

2. De ontworpen wijzigingen zijn alleen van toepassing indien een aanvraag om een milieu-attest wordt ingediend voor een inrichting van klasse I.B. De vraag rijst of soortgelijke wijzigingen niet moeten worden voorgeschreven voor het geval dat een aanvraag om een

.../...

milieu-atteest voor een inrichting van klasse I.A. wordt ingediend. (14).

3. In 2^o moeten de woorden "in het laatste lid" vervangen worden door de woorden "in het vierde lid".

4. In de inleidende volzin schrijve men : "In artikel 31 van dezelfde ordonnantie worden ... :".

Artikel 16.

Men schrijve :

"Art. 16. Artikel 36 van dezelfde ordonnantie wordt opgeheven".

Artikel 17.

Het zou beter zijn dat artikel als volgt te redigeren :

"Art. 17. In artikel 37, § 1, van dezelfde ordonnantie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

(¹ Dat houdt in dat de artikelen 24 en 25 van de ordonnantie zouden moeten worden gewijzigd.⁴)

.../...

- 1° in het eerste lid worden de woorden "binnen honderden-vijf dagen" vervangen door de woorden "binnen honderd en vijf dagen";
- 2° het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid :
"De termijn voor de kennisgeving van de beslissing wordt verlengd met 15 of 60 dagen, naargelang het openbaar onderzoek met toepassing van artikel 18, eerste lid, 2°, wordt uitgesteld wegens de paas-, kerst- of zomer-vakantie van de maanden juli en augustus".

Artikel 18.

1. Omtrent de wijzigingen in artikel 39, § 1, eerste lid :

- a) om de bedoeling van de stellers van het voorontwerp volledig tot uiting te doen komen, behoren ook de woorden "stilzwijgende weigering om de vergunning te verlenen" te worden vervangen door de woorden "stilzwijgende weigering om het attest of de vergunning te verlenen";
- b) het is beter geen lijst op te maken van de artikelen waarnaar wordt verwezen, zodat beroep kan worden ingesteld tegen elke beslissing van stilzwijgende weigering, wat meer lijkt overeen te stemmen met de bedoeling van de stellers van het voorontwerp.

.../...

2. Gelet op de wijzigingen in paragraaf 1, eerste lid, van artikel 39 :

- a) behoren in paragraaf 3 van hetzelfde artikel de woorden "van de vergunning" te vervallen;
- b) behoort artikel 41 van de ordonnantie te worden herzien. Dat artikel bepaalt dat wanneer beroep wordt ingesteld bij de Regering, de aanvrager, als hij na een herinnering geen beslissing heeft ontvangen, zonder verdere formaliteiten, de werken mag uitvoeren of de handelingen mag verrichten waarvoor hij de aanvraag had ingediend : die bepaling mag per definitie niet toepasselijk verklaard worden, wanneer het beroep bij de Regering betrekking heeft op een aanvraag om een milieu-attest.

Artikel 21.

Naar analogie wordt verwezen naar de opmerkingen die de Raad van State in advies nr. L. 22.668/9 van heden maakt bij artikel 11 van het voorontwerp van ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992 (15).

(¹ Overigens wordt opgemerkt dat een stedenbouwkundige vergunning niet definitief kan worden geacht, zolang zij overeenkomstig de artikelen 124 en volgende van de ordonnantie van 29 augustus 1991 geschorst en vernietigd kan worden. ⁵)

.../...

Artikel 22.

Het is beter te schrijven "... wordt aangevuld met de woorden "of indien de aanvraag ...".

Artikel 23.

Het is beter de woorden "de bevoegde overheid" te vervangen door de woorden "de overheid die de beslissing waartegen beroep is ingesteld, heeft genomen".

Artikel 27.

Men schrijve : "tussen het woord "ambtenaren" en de woorden "van het Instituut" in plaats van "tussen de woorden "ambtenaren" en de woorden "van het Instituut".

Artikelen 28 en 29.

Artikel 28 kan worden opgenomen in artikel 29; daartoe kan worden volstaan door ook daar te verwijzen naar artikel 65 van de ordonnantie.

Bijlage.ALGEMENE OPMERKING.

De Ministerraad heeft op 25 februari 1993 bij het Arbitragehof een beroep ingesteld tot nietigverklaring van

.../...

de volgende woorden, ingevoegd in de bijlagen A en B bij de ordonnantie :

- "- A.1. : Thermische centrales (...) met een warmtevermogen van ten minste 300 MW;
- A.2. : Industriële afvalverwijderingsinrichtingen voor (...) opslag in de grond (...) van om het even welke afvalstoffen;
- B.1.2. : Diepboringen, (...) boringen in verband met kernafval;
- B.1.2. : Winning van steenkool en bruinkool, enz.;
- B.1.2. : Winning van aardolie;
- B.1.2. : Winning van aardgas;
- B.1.3. : Industriële inrichtingen voor de produktie van elektriciteit, (...);
- B.1.3. : (...) transport van elektrische energie via bovengrondse leidingen;
- B.1.3. : Bovengrondse opslag van aardgas;
- B.1.3. : Opslag van gasvormige brandstoffen in ondergrondse reservoirs;

.../...

- B.1.3. : Bovengrondse opslag van fossiele brandstoffen;-
B.1.10 : Aanleg van olie- en gaspijpleidingen" (16).

Volgens de Ministerraad houdt de vermelding van die inrichtingen in de bijlagen A en B van de ordonnantie een schending in van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Het komt de afdeling wetgeving niet toe vooruit te lopen op de afloop van dat geding.

Bijgevolg wordt hier niet onderzocht of het vermelden, in de ontworpen bijlage, van de inrichtingen genoemd in het door de Ministerraad ingestelde beroep, al dan niet conform de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 is.

Rubriek 6.

Uit de ontworpen tekst kan niet worden opgemaakt tot welke klasse de inrichtingen met een produktie van 50 ton per jaar behoren.

Op een soortgelijke moeilijkheid moet worden gewezen voor de rubrieken 9, 11, 26, 31, 45, 69, 91 en 149.

(¹ Bericht bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van ⁶ 23 maart 1993.)

.../...

Rubriek 11.

Men vervange "125" door "126".

Rubriek 51.

Om te voorkomen dat moeilijkheden ontstaan bij het interpreteren van het begrip "opslagplaatsen", vervange men het door de woorden "tijdelijke opslag".

Rubriek 62.

Men vervange "31" door "30".

Rubrieken 87 en 88.

Krachtens artikel 4, 1^o, en krachtens bijlage I van de richtlijn van de Raad 85/337/EEG betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten moet een effectbeoordeling worden gemaakt van alle installaties voor de verbranding van gevaarlijk of giftig afval, zonder dat de lidstaten een drempel kunnen vaststellen.

Aangezien de stellers van het ontwerp de inrichtingen waarvoor volgens de richtlijn van rechtswege een milieu-effectbeoordeling vereist is, indelen bij de inrichtingen van klasse I.A., moeten de rubrieken 87 en 88 dienovereenkomstig worden aangepast.

.../...

Rubriek 91.

In b behoren de woorden "de Executieve" te worden vervangen door de woorden "de Regering".

Rubriek 94.

In 3°, b, schrijve men : "... (met uitzondering van de opslagplaatsen bedoeld in 4°)".

Rubriek 122.

In c moet de klasse van inrichting worden bepaald.

Dezelfde opmerking geldt voor rubriek 147.

Rubriek 141.

De tekst moet aandachtig worden gecontroleerd door hem te vergelijken met de bijlagen van de wet van 21 januari 1987 inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten.

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. J.-L. PAQUET, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.